

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 REIMS

REIMS, le 10 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ONYX EST**

1, rue Henriette Gall Grimm  
Bâtiment O'origin  
54000 Nancy

Références : D3 i 2022-714  
Code AIOT : 0005701422

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2022 dans l'établissement ONYX EST implanté LD LE GRAND MONTFORT 51490 BEINE-NAUROY. L'inspection a été annoncée le 07/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX EST
- LD LE GRAND MONTFORT 51490 BEINE-NAUROY
- Code AIOT : 0005701422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

ONYX EST est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation pour les activités de

- tri de déchets industriels
- plateforme de valorisation du bois
- installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
- dépôts de matériaux inertes
- plateforme de regroupement, déconditionnement et transfert de biodéchets

Elle se situe sur la commune de Beine-Nauroy (51).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Travaux de création de subdivision de casier
- Echéances en cours
- Registres des admissions et des refus

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Lors de cette visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection, une version papier d'une étude réalisée à la demande de la lettre suite préfectoral du 29 juin 2022 : "Etude piézométrique des eaux souterraines - interprétation de la radioactivité mesurée". L'inspection reviendra ultérieurement vers l'exploitant par rapport à cette suite particulière.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.6	/	Sans objet
2	Réception des travaux de création de subdivision de casier	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.1.6	/	Sans objet
3	Programme d'échantillonnage et d'analyse	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	/	Sans objet
4	Biogaz	Lettre du 28/06/2022, article -	/	Sans objet
5	Panneau de signalisation et d'information	Lettre du 28/06/2022, article -	/	Sans objet
6	Registre des admissions	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.1.1.1	/	Sans objet
7	Registre des refus	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.1.1.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de cette visite d'inspection, l'aménagement de la subdivision A12 a été réceptionnée. Aucune incohérence avec le dossier technique de conformité n'a été détectée. L'inspection des installations classées émet donc un avis favorable à l'admission de déchets dans la subdivision A12. La visite d'inspection a également porté sur la procédure d'admission et de réception des déchets. Aucune non conformité n'a été détectée.

L'inspection des installations classées ne propose pas de suite à cette visite d'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit tenir à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage, plan mis à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection le 03/10/2022 le plan de l'installation à jour, avec notamment la délimitation des alvéoles, le plan de masse, les couvertures et les réseaux de collecte des lixiviats.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Réception des travaux d'aménagement d'une subdivision de casier

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux d'aménagement de casier de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le début des premières opérations de stockage, l'exploitant doit informer le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers établissant la conformité aux prescriptions établies par l'arrêté d'autorisation. Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées, avant tout dépôt de déchets, à une visite du site afin de s'assurer de la conformité de l'installation avec le présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé un dossier de conformité des travaux de création de la subdivision A12 et l'a envoyé à l'inspection des installations classées le 27/07/2022. L'inspection des installations classées s'est rendu le 26/09/2022 sur site pour s'assurer de la conformité de l'installation avec le présent arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Programme d'échantillonnage et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification de la barrière de sécurité passive
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.
<b>Constats :</b> Au travers son dossier de conformité des travaux de la subdivision A12 transmis à l'inspection des installations classées, l'exploitant a décrit le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière passive de la subdivision. Par sondage, l'inspection des installations classées a pu constater que les analyses sont conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel de prescriptions générales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 28/06/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Présence des contrôles du réseau de biogaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Echéance suite à la visite d'inspection du 19/05/2022
<b>Prescription contrôlée :</b> Ajouter l'analyse mensuelle de l'eau (H <sub>2</sub> O) dans le biogaz
<b>Constats :</b> L'exploitant a démontré qu'il a ajouté l'analyse mensuelle de l'eau (H <sub>2</sub> O) dans le biogaz. L'échéance de la visite précédente peut être levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Panneau de signalisation et d'information

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 28/06/2022
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès et circulation dans l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Echéance suite à la visite d'inspection du 19/05/2022
<b>Prescription contrôlée :</b> Apporter la preuve de la lisibilité des panneaux indiquant les différentes installations et plan de circulation, à l'entrée de votre site
<b>Constats :</b> L'exploitant a démontré qu'il a réalisé les travaux nécessaires avec la création et la mise en place de trois grands panneaux d'information : <ul style="list-style-type: none"><li>- Entrée sur un site ICPE</li><li>- Plan de circulation sur le site</li><li>- Règles de sécurité à respecter</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Registre des admissions

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tri des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature et la quantité des déchets ;</li> <li>- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte ;</li> <li>- la date et l'heure de réception, et, si elle est distincte, la date du traitement ou de la valorisation des déchets ;</li> <li>- l'identité du transporteur ;</li> <li>- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et, le cas échéant, contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;</li> <li>- le mode de traitement réalisé dans l'installation ;</li> <li>- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Par sondage dans le registre de l'exploitant, l'inspection a pu constater du respect de la prescription.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant indique également que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le contrôle visuel du chargement est fait par une caméra plongeante à l'entrée sur site du camion, par les assistantes et par les conducteurs d'engin de chantier lors du déchargement</li> <li>- les caméras « Loi AGECE » sont installées et les enregistrements sont consultables par l'inspection</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Registre des refus

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre des refus
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque refus d'admission, il note dans le registre toute les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les raisons du refus ;</li> <li>- les quantités et les caractéristiques des déchets ;</li> <li>- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte ;</li> <li>- la date et l'heure de réception ;</li> <li>- l'identité du transporteur et le n° d'immatriculation du véhicule ;</li> <li>- le résultat des éventuels contrôles d'admission.</li> </ul> <p>L'exploitant informe régulièrement l'inspecteur des installations classées des cas de refus des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b> Par sondage dans le registre de l'exploitant, l'inspection a pu constater du respect de la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet